

BUDGET DE DÉPENSES 2016 ■ 2017

Renseignements supplémentaires



BUDGET DE DÉPENSES

2016 ■ 2017

Renseignements supplémentaires

Budget de dépenses 2016-2017
Renseignements supplémentaires

Dépôt légal – Mars 2016
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-551-25788-1 (imprimé)
ISBN 978-2-551-25789-8 (en ligne)

ISSN 2368-3937 (imprimé)
ISSN 2368-3945 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2015-2016 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017	7
1. Les dépenses budgétaires 2015-2016.....	7
1.1 La variation des dépenses budgétaires 2015-2016.....	7
1.2 L'évolution des dépenses budgétaires 2015-2016 du gouvernement.....	8
2. Le Budget de dépenses 2016-2017.....	8
2.1 La variation des dépenses de programmes en 2016-2017	9
Annexe 1	
La variation entre le Budget de dépenses 2016-2017 et la dépense probable 2015-2016.....	13
LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES	15
1. Les résultats des entités consolidées en 2016-2017	15
2. Les résultats des fonds spéciaux en 2016-2017	16
3. Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2016-2017	17
4. Les résultats des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation en 2016-2017	18
5. L'évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2015-2016	19
Annexe 1	
Changements à la liste des entités consolidées	21
Annexe 2	
Résultats des fonds spéciaux	23
Annexe 3	
Résultats des organismes autres que budgétaires.....	26
Annexe 4	
Résultats des comptes à fin déterminée.....	30
LES EFFECTIFS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES RÉSEAUX DU SECTEUR PUBLIC ET DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT	35
1. Le résultat du contrôle des effectifs en 2015-2016.....	35
2. La détermination du niveau des effectifs en heures rémunérées.....	36
Annexe 1	
Dénombrement des effectifs des organismes publics	37
Annexe 2	
Lexique.....	38

LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017

PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES 39

1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses 39
2. Les dépenses de rémunération 41
3. Les dépenses de fonctionnement 43
4. Les dépenses de capital 45
5. Les dépenses d'intérêt 47
6. Les dépenses de support 49
7. Les dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions 51

Annexe 1

Nature des catégories de dépenses 52

Annexe 2

Répartition du Budget de dépenses 2016-2017 par grandes catégories 53

Annexe 3

Répartition des dépenses de programmes 2016-2017 par bénéficiaires 54

APPENDICES

Appendice A

Le Budget de dépenses 2016-2017 par missions 57

Appendice B

Indicateurs économiques et budgétaires 69

B.1

Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires 70

B.2

Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques 71

B.3

Dépenses par portefeuilles 72

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2015-2016 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017

1. LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2015-2016

Pour l'exercice financier 2015-2016, les dépenses budgétaires du gouvernement s'établissent à 74 478,7 M\$. Les dépenses de programmes s'élèvent à 66 460,0 M\$ et le service de la dette à 8 018,7 M\$.

Variation du budget de dépenses 2015-2016

(en millions de dollars)

	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses budgétaires
Budget de dépenses 2015-2016	66 460,0	8 330,7	74 790,7
Variation	-	(312,0)	(312,0)
Dépense probable 2015-2016	66 460,0	8 018,7	74 478,7

1.1 LA VARIATION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2015-2016

Les dépenses de programmes s'élèvent à 66 460,0 M\$. La gestion rigoureuse et serrée exercée tout au cours de l'exercice financier a permis que l'objectif initial fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2015-2016 soit respecté.

Quant au service de la dette du fonds général, il a été révisé à la baisse de 312,0 M\$ en 2015-2016. Cette révision s'explique principalement par des taux d'intérêt plus faibles que prévu et par le rendement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) qui a été plus élevé que prévu en 2014-2015, ce qui affecte le service de la dette à compter de 2015-2016. Les revenus du FARR sont présentés en déduction du service de la dette.

1.2 L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2015-2016 DU GOUVERNEMENT

Les dépenses de programmes sont en hausse de 1,7 %, s'élevant à 66 460,0 M\$ en 2015-2016 comparativement à 65 341,8 M\$ en 2014-2015.

Le service de la dette s'établit à 8 018,7 M\$, ce qui représente une diminution de 131,2 M\$ ou de 1,6 % par rapport à 2014-2015.

Ainsi, les dépenses budgétaires du gouvernement encourues au cours de l'exercice financier 2015-2016 s'établissent à 74 478,7 M\$, en hausse de 987,0 M\$ ou de 1,3 % par rapport à l'exercice financier précédent.

Dépenses budgétaires 2015-2016 (en millions de dollars)

	2015-2016	2014-2015	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	66 460,0	65 341,8	1 118,2	1,7
Service de la dette	8 018,7	8 149,9	(131,2)	(1,6)
Dépenses budgétaires	74 478,7	73 491,7	987,0	1,3

2. LE BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017

Les dépenses de programmes s'élèvent à 68 238,4 M\$ en 2016-2017, soit une augmentation de 1 778,4 M\$, ou de 2,7 % par rapport à l'exercice financier 2015-2016.

Le service de la dette s'établit à 8 317,5 M\$, soit une hausse de 298,8 M\$ par rapport à 2015-2016 qui s'explique notamment par l'augmentation prévue des taux d'intérêt.

Au total, les dépenses budgétaires du gouvernement pour l'exercice financier 2016-2017 présentent une croissance de 2,8 % par rapport à 2015-2016, pour s'établir à 76 555,9 M\$.

Évolution des dépenses budgétaires 2016-2017 (en millions de dollars)

	2016-2017	2015-2016	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	68 238,4	66 460,0	1 778,4	2,7
Service de la dette	8 317,5	8 018,7	298,8	3,7
Dépenses budgétaires	76 555,9	74 478,7	2 077,2	2,8

2.1 LA VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2016-2017

Les dépenses de programmes augmentent de 1 778,4 M\$ en 2016-2017, soit de 2,7 % par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette croissance est attribuable aux variations suivantes :

- Hausse de 775,0 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », soit de 2,4 %;
- Hausse de 418,0 M\$ au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », soit de 3,0 %;
- Hausse de 291,0 M\$ dans les autres portefeuilles, soit de 1,2 %;
- Hausse de 294,4 M\$ au Fonds de suppléance.

Répartition de la croissance des dépenses de programmes 2016-2017

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2016-2017	Dépense probable 2015-2016	Variation	
			M\$	%
Éducation et Enseignement supérieur	17 245,1	16 827,1	418,0	3,0 ¹
Santé et Services sociaux	33 739,1	32 964,1	775,0	2,4
Autres portefeuilles (excluant le Fonds de suppléance)	16 599,4	16 308,4	291,0	1,2 ²
Fonds de suppléance ³	654,8	360,4	294,4	-
Total	68 238,4	66 460,0	1 778,4	2,7

¹ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, dans le budget de dépenses 2016-2017, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

² Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2016-2017, les transferts au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur et au ministère de la Santé et des Services sociaux de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants que le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion effectuera au cours de l'exercice financier 2016-2017.

³ Vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, aux coûts de certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2016-2017 ainsi qu'aux dépenses prévues, mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Hausse de 775,0 M\$ du budget de dépenses en 2016-2017

La croissance allouée au ministère de la Santé et des Services sociaux s'élève à 775,0 M\$ en 2016-2017, soit une hausse de 2,4 % par rapport à 2015-2016. Cette croissance permet notamment :

- De couvrir les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016, l'augmentation des contributions du gouvernement à titre d'employeur ainsi qu'aux régimes de retraite, l'indexation des dépenses autres que salariales, l'augmentation du budget dédié au système du sang ainsi que le financement de priorités d'équité interrégionale relatives à certains dossiers;
- De financer les augmentations de rémunération prévues pour les professionnels de la santé, incluant les ententes avec les fédérations médicales;
- D'assurer les paiements du service de dette découlant des investissements réalisés dans le réseau de la santé;

- D'augmenter les services à la population, notamment en ce qui concerne les services à domicile, le développement des services à des enfants et adultes ayant un trouble du spectre de l'autisme, l'amélioration des saines habitudes de vie, l'accès en chirurgie et le soutien aux centres de désintoxication.

La croissance de ce portefeuille tient également compte des économies découlant de mesures d'optimisation relatives à la pertinence et à l'efficacité des services en santé physique et à l'approvisionnement en commun.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Hausse de 418,0 M\$ du budget de dépenses en 2016-2017

Les dépenses du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur augmentent de 418,0 M\$ en 2016-2017.

En tenant compte d'un montant de 78,5 M\$ en provenance de la provision pour l'intégration des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion qui s'ajoutera à ce budget au cours de l'exercice 2016-2017, la croissance des dépenses du Ministère totalise 496,5 M\$, soit 3,0 %.

Le budget de dépenses 2016-2017 permet notamment de financer :

- Les mesures du plan pour la réussite en éducation et en enseignement supérieur;
- Les principaux facteurs de croissance des divers réseaux de l'enseignement, notamment les paramètres salariaux, les effets de clientèle et la dette subventionnée;
- La croissance des coûts de l'Aide financière aux études.

Le budget de dépenses 2016-2017 permet également d'assurer le financement des programmes du secteur du loisir et du sport de même que de soutenir le fonctionnement des organismes relevant des ministères et des divers organismes œuvrant en éducation.

AUTRES MINISTÈRES

Augmentation globale de 1,2 %

En excluant le Fonds de suppléance, les principales variations des autres ministères sont les suivantes :

- Le budget de l'**Assemblée nationale** augmente de 6,3 M\$. Cette variation résulte principalement de l'indexation des dépenses de fonctionnement et de l'augmentation des dépenses salariales, de la prise en charge des bureaux de circonscription et de l'augmentation de la dépense d'amortissement;
- Le budget des **Personnes désignées par l'Assemblée nationale** augmente de 1,6 M\$. Cette variation résulte principalement de l'indexation des dépenses de fonctionnement et de l'augmentation des dépenses salariales;

- Le budget du ministère des **Affaires municipales et de l'Occupation du territoire** augmente de 12,7 M\$. Cette augmentation découle principalement de la variation des coûts liés au remboursement du service de dette des programmes d'infrastructures, de la bonification de la mesure de partage des redevances sur les ressources naturelles prévue à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 et du soutien aux célébrations du 375^e anniversaire de la Ville de Montréal. Cette hausse a été compensée en partie par diverses mesures;
- Le budget du ministère de l'**Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation** diminue de 20,4 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation est essentiellement attribuable à la diminution de la contribution gouvernementale versée à La Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles ainsi qu'à certains programmes qui prenaient fin en 2015-2016;
- En excluant le Fonds de suppléance, le budget du **Conseil du trésor et de l'Administration gouvernementale** diminue de 3,0 M\$. Cette variation s'explique principalement par la fin de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et par l'application de mesures de contrôle des dépenses;
- Le budget du ministère du **Conseil exécutif** augmente de 17,4 M\$. Cette variation est principalement attribuable aux indexations relatives à certaines ententes conclues avec les nations et communautés autochtones ainsi qu'à la variation de l'enveloppe du programme Fonds d'initiatives autochtones II;
- Le budget du ministère de la **Culture et des Communications** augmente de 13,9 M\$. Cette variation s'explique principalement par l'octroi de crédits supplémentaires pour le soutien aux créateurs et à l'action culturelle en faveur des enfants âgés de 4 à 11 ans, pour promouvoir la langue française et accroître la présence du français comme langue du travail au sein des petites et moyennes entreprises de la grande région de Montréal ainsi que pour couvrir les frais de fonctionnement et le service de dette liés à l'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec;
- Le budget du ministère du **Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques** s'élève à 147,1 M\$, soit un niveau similaire à la dépense probable 2015-2016;
- Le budget du ministère de l'**Économie, de la Science et de l'Innovation** présente une augmentation de 137,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette augmentation s'explique principalement par la révision à la baisse des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement du Québec en 2015-2016 combinée à une hausse anticipée des coûts liés à ce type d'interventions en 2016-2017 et par l'augmentation des budgets dédiés à la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium et à la Stratégie maritime pour 2016-2017;
- Le budget du ministère de l'**Énergie et des Ressources naturelles** diminue de 0,3 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la fin de la mesure annoncée lors du Discours sur le budget 2014-2015 pour la réalisation des évaluations environnementales stratégiques sur l'ensemble de la filière des hydrocarbures au Québec, compensée par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016;
- Le budget du ministère de la **Famille** diminue de 13,0 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la mise en place d'une nouvelle structure de financement pour les services de garde;

- En excluant le service de la dette, le budget alloué au ministère des **Finances** s'élève à 158,0 M\$, une hausse de 66,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation est principalement liée à la provision pour des initiatives concernant les revenus et à la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé, dont les dépenses en 2015-2016 sont comptabilisées dans d'autres ministères;
- Le budget du ministère des **Forêts, de la Faune et des Parcs** augmente de 9,8 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des sommes dédiées au plan d'intervention contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, par une hausse des sommes accordées au service de dette relatif aux investissements de la Société des établissements de plein air du Québec et par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016;
- Le budget du ministère de l'**Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion** est supérieur de 129,7 M\$ comparativement à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par le fait que la dépense probable est réduite d'une somme de 165,7 M\$ transférée au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, au ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour des activités de soutien à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes, mais inclut les montants associés au crédit au net. En excluant ce facteur, la croissance est de 7,3 % et s'explique principalement par des mesures du Discours sur le budget;
- Le budget du ministère de la **Justice** augmente de 13,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette augmentation s'explique principalement par le financement de la hausse du coût de l'indemnisation des victimes d'actes criminels de même que par la dépense associée à la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique;
- Le budget du ministère des **Relations internationales et de la Francophonie** diminue de 0,7 M\$ comparativement à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la réorganisation des bureaux à l'étranger;
- Le budget de dépenses alloué au ministère de la **Sécurité publique** s'élève à 1 350,6 M\$, soit un niveau comparable à la dépense probable 2015-2016. Ce niveau résulte notamment de l'effet combiné de la mise en opération de nouveaux établissements de détention, de la mise en place de mesures d'économie ainsi que du transfert des sommes au cours de 2015-2016 de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances pour des activités de lutte contre certains types de criminalité;
- Le budget du ministère du **Tourisme** s'élève à 138,0 M\$, soit une augmentation de 15,5 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cet écart s'explique principalement par le plan d'immobilisations de la Régie des installations olympiques;
- Le budget de dépenses du ministère des **Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports** s'établit à 654,5 M\$, soit un niveau comparable à la dépense probable 2015-2016;
- Finalement, la baisse de 97,0 M\$ au ministère du **Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale** est essentiellement attribuable à une somme de 75,0 M\$ reçue en 2015-2016 de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, de même qu'à l'intégration de la Commission de l'équité salariale à la nouvelle Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, ainsi qu'à des mesures d'optimisation en administration. Cette diminution est en partie compensée par l'impact de l'indexation des prestations d'aide financière de dernier recours.

ANNEXE 1

La variation entre le Budget de dépenses 2016-2017 et la dépense probable 2015-2016

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2016-2017	Dépense probable 2015-2016	Variation	
			M\$	%
Assemblée nationale	134,6	128,3	6,3	4,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	91,7	90,1	1,6	1,8
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 785,9	1 773,2	12,7	0,7
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	861,3	881,7	(20,4)	(2,3)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 484,1	1 192,7	291,4	(0,4) ²
Conseil exécutif	417,5	400,1	17,4	4,3
Culture et Communications ¹	680,5	666,6	13,9	2,1
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	147,1	146,9	0,2	0,1
Économie, Science et Innovation	819,2	682,1	137,1	20,1
Éducation et Enseignement supérieur	17 245,1	16 827,1	418,0	3,0 ³
Énergie et Ressources naturelles	72,1	72,4	(0,3)	(0,5)
Famille	2 533,8	2 546,8	(13,0)	(0,5)
Finances ¹	158,0	91,9	66,1	0,8 ⁴
Forêts, Faune et Parcs	457,1	447,3	9,8	2,2
Immigration, Diversité et Inclusion	291,9	162,2	129,7	7,3 ⁵
Justice	868,3	855,2	13,1	2,1 ⁶
Relations internationales et Francophonie	93,8	94,5	(0,7)	(0,7)
Santé et Services sociaux	33 739,1	32 964,1	775,0	2,4
Sécurité publique	1 350,6	1 349,6	1,0	2,2 ⁶
Tourisme	138,0	122,5	15,5	12,7
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	654,5	653,5	1,0	0,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 214,2	4 311,2	(97,0)	(0,3) ⁷
Dépenses de programmes	68 238,4	66 460,0	1 778,4	2,7
Service de la dette	8 317,5	8 018,7	298,8	3,7
Dépenses budgétaires	76 555,9	74 478,7	2 077,2	2,8

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.
Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

RÉFÉRENCES

- ¹ Pour les fins de ce tableau, le service de la dette est exclu des dépenses des portefeuilles « Finances » et « Culture et Communications ».
- ² Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2016-2017 et de la dépense probable 2015-2016, le programme Fonds de suppléance.
- ³ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, dans le budget de dépenses 2016-2017, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.
- ⁴ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2016-2017, la provision pour des initiatives concernant les revenus et la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé.
- ⁵ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2016-2017, la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants et en excluant, de la dépense probable, les montants associés au crédit au net.
- ⁶ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances.
- ⁷ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances.

Concernant les références 2, 3, 4, 5, 6 et 7, une provision est un élément d'un programme pour laquelle une loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions qui sont déterminées au volume **Crédits des ministères et organismes**.

LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

1. LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2016-2017

Les revenus et les dépenses prévus des entités consolidées s'élèvent respectivement à 82 964,8 M\$ et à 80 652,0 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, avant les ajustements de la consolidation, pour un impact favorable de 2 312,8 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement. Ces résultats représentent une détérioration de 86,2 M\$ par rapport à 2015-2016 qui se répartit ainsi :

- Une amélioration de 78,8 M\$ des résultats prévus des fonds spéciaux;
- Une détérioration de 173,3 M\$ des résultats prévus des organismes autres que budgétaires;
- Une amélioration de 22,0 M\$ des résultats prévus des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation;
- Une variation à la baisse de 13,7 M\$ des résultats prévus des comptes à fin déterminée.

Résultats des entités consolidées en 2016-2017¹

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016 ²	
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	Variation
Fonds spéciaux ³	16 940,3	14 766,6	2 173,7	2 094,9	78,8
Organismes autres que budgétaires	24 696,0	24 535,9	160,1	333,4	(173,3)
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	40 346,0	40 356,0	(10,0)	(32,0)	22,0
	81 982,3	79 658,5	2 323,8	2 396,3	(72,5)
Comptes à fin déterminée ⁴	982,5	993,5	(11,0)	2,7	(13,7)
Résultats des entités consolidées	82 964,8	80 652,0	2 312,8	2 399,0	(86,2)

¹ Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation. Ces ajustements ont pour effet d'éliminer les opérations conclues entre les entités du périmètre comptable du gouvernement et envers le fonds général, d'harmoniser les conventions comptables en usage dans les entités consolidées avec celles utilisées par le gouvernement et d'effectuer les reclassifications adéquates.

² Les données sont présentées conformément à la structure 2016-2017.

³ Incluant les résultats du Fonds des générations.

⁴ Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés sur une base de comptabilité de caisse, ce qui peut générer des fluctuations importantes en fonction des entrées et des sorties de fonds. Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés à l'annexe 4 avant les ajustements de la consolidation. Les ajustements de la consolidation ont pour effet d'ajuster ces résultats afin qu'ils soient présentés à l'équilibre sur une base de comptabilité d'exercice.

Les changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux par portefeuille sont présentés à l'annexe 1.

2. LES RÉSULTATS DES FONDS SPÉCIAUX EN 2016-2017

Les fonds spéciaux présentent un excédent prévu de 2 173,7 M\$, avant les ajustements de la consolidation, pour l'exercice financier 2016-2017, soit une variation à la hausse de 78,8 M\$ par rapport à 2015-2016. En excluant l'amélioration des résultats de 597,0 M\$ du Fonds des générations, les résultats des fonds spéciaux sont en baisse de 518,2 M\$. Cette baisse s'explique en grande partie par les facteurs suivants :

- Un déficit prévu de 2,7 M\$ au Fonds vert en 2016-2017 comparativement à un surplus prévu de 441,1 M\$ en 2015-2016. Cette variation à la baisse des résultats de 443,8 M\$ est attribuable à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques et aux mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2016-2017;
- Un surplus de 389,1 M\$ au Fonds des réseaux de transport terrestre en 2016-2017 comparativement à un surplus prévu de 215,9 M\$ en 2015-2016. Cette variation à la hausse des résultats de 173,2 M\$ s'explique notamment par une augmentation prévue des revenus de droits et permis et par un changement de calendrier de versement de l'aide pour la voirie locale;
- Un déficit prévu de 130,4 M\$ au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux en 2016-2017 comparativement à un déficit de 32,0 M\$ en 2015-2016. Cette variation à la baisse des résultats de 98,4 M\$ s'explique par l'abolition progressive de la contribution santé;
- Un déficit prévu de 87,1 M\$ au Fonds du Plan Nord en 2016-2017 comparativement à un surplus de 10,5 M\$ en 2015-2016. Cette variation à la baisse des résultats de 97,6 M\$ s'explique par la hausse des transferts prévus à la Société du Plan Nord;
- Un déficit prévu de 18,8 M\$ au Fonds de développement des territoires en 2016-2017 comparativement à un surplus de 18,8 M\$ en 2015-2016. La variation à la baisse de 37,6 M\$ s'explique principalement par le versement, en 2016-2017, d'aides accordées en 2015-2016;
- Un surplus prévu de 37,5 M\$ au Fonds de la sécurité routière en 2016-2017 comparativement à un surplus de 1,2 M\$ en 2015-2016. Cette variation à la hausse de 36,3 M\$ s'explique principalement par l'ajout de 39 nouveaux appareils de contrôle automatisé entre les mois d'octobre 2015 et de juin 2016;
- Une détérioration des résultats de 27,3 M\$ au Fonds de soutien aux proches aidants en 2016-2017 par rapport à 2015-2016 attribuable à la reprise, à compter du 1^{er} avril 2016, du versement des subventions prévues à la Société de gestion pour le soutien aux proches aidants, incluant une partie des sommes retenues en raison de la suspension des versements entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2016;
- Un déficit de 23,9 M\$ prévu au Fonds du développement du marché du travail en 2016-2017 comparativement à un déficit de 0,1 M\$ en 2015-2016. Cette variation de 23,8 M\$ des résultats nets s'explique principalement par une intensification dans l'utilisation des services publics d'emploi qui se traduit par une augmentation du nombre de participants aux mesures d'aide à l'emploi;
- Une détérioration des résultats de 20,3 M\$ en 2016-2017 comparativement à 2015-2016 au Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie attribuable au versement en 2016-2017 d'une somme de 20,0 M\$ initialement prévue en 2013-2014, afin de respecter l'engagement gouvernemental quant au montant total devant être remis à Québec en forme d'ici le 31 mars 2017.

Résultats en 2016-2017 des fonds spéciaux¹ (en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	
Fonds vert	864,4	867,1	(2,7)	441,1	(443,8)
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 749,5	3 360,4	389,1	215,9	173,2
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 408,6	1 539,0	(130,4)	(32,0)	(98,4)
Fonds du Plan Nord	87,9	175,0	(87,1)	10,5	(97,6)
Fonds de développement des territoires	102,3	121,1	(18,8)	18,8	(37,6)
Fonds de la sécurité routière	73,9	36,4	37,5	1,2	36,3
Fonds de soutien aux proches aidants	15,1	27,3	(12,2)	15,1	(27,3)
Fonds du développement du marché du travail	1 008,6	1 032,5	(23,9)	(0,1)	(23,8)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20,0	40,2	(20,2)	0,1	(20,3)
Autres fonds spéciaux	7 582,0	7 567,6	14,4	(6,7)	21,1
	14 912,3	14 766,6	145,7	663,9	(518,2)
Fonds des générations	2 028,0	-	2 028,0	1 431,0	597,0
Résultats avant les ajustements de la consolidation	16 940,3	14 766,6	2 173,7	2 094,9	78,8

¹ Les résultats des fonds spéciaux sont présentés à l'annexe 2.

3. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES EN 2016-2017

Les résultats prévus des organismes autres que budgétaires affichent un surplus de 160,1 M\$ en 2016-2017, avant les ajustements de la consolidation, comparativement à un surplus anticipé de 333,4 M\$ en 2015-2016. Cette détérioration de 173,3 M\$ des résultats nets prévus s'explique en grande partie par les facteurs suivants :

- La Financière agricole du Québec prévoit un surplus de 113,9 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, comparativement à un surplus prévu de 234,3 M\$ en 2015-2016. Cet écart de 120,4 M\$ s'explique principalement par une augmentation prévue des dépenses des programmes d'assurance et de protection du revenu;
- La Société du Plan Nord présente un surplus de 98,8 M\$ en 2016-2017, comparativement à un surplus de 0,1 M\$ en 2015-2016. Cette amélioration des résultats de 98,7 M\$ s'explique principalement par un versement additionnel du Fonds du Plan Nord pour l'acquisition de parts d'une société en commandite, prévu dans l'exercice 2016-2017;
- La Société de financement des infrastructures locales du Québec présente un déficit de 24,5 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, comparativement à un surplus prévu de 22,9 M\$ en 2015-2016. Cette variation de 47,4 M\$ s'explique par une hausse de la réalisation de projets d'infrastructure locale bénéficiant d'une aide financière de l'organisation;

Les résultats des entités consolidées

- La Société d'habitation du Québec présente un déficit de 41,5 M\$ en 2016-2017 comparativement à un déficit prévu de 7,7 M\$ en 2015-2016. La majeure partie de ce déficit sera financée par un surplus cumulé de 29,6 M\$ au 31 mars 2016;
- L'Agence du revenu du Québec affiche un déficit de 43,1 M\$ en 2016-2017 comparativement à un déficit de 21,9 M\$ en 2015-2016. Cette variation de 21,2 M\$ s'explique essentiellement par la croissance plus faible de la contribution du Fonds relatif à l'administration fiscale jumelée à une hausse des dépenses liée principalement à la croissance de la masse salariale et de l'amortissement des immobilisations. Le niveau inférieur des revenus alloués à Revenu Québec par le Fonds relatif à l'administration fiscale a pour effet de réduire le surplus cumulé de Revenu Québec.

Résultats en 2016-2017 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	
La Financière agricole du Québec	543,3	429,4	113,9	234,3	(120,4)
Société du Plan Nord	172,3	73,5	98,8	0,1	98,7
Société de financement des infrastructures locales du Québec	675,6	700,1	(24,5)	22,9	(47,4)
Société d'habitation du Québec	1 066,1	1 107,6	(41,5)	(7,7)	(33,8)
Agence du revenu du Québec	1 110,3	1 153,4	(43,1)	(21,9)	(21,2)
Autres organismes ²	21 128,4	21 071,9	56,5	105,7	(49,2)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	24 696,0	24 535,9	160,1	333,4	(173,3)

¹ Les résultats des organismes autres que budgétaires sont présentés à l'annexe 3.

² Incluant, entre autres, la Régie de l'assurance maladie du Québec dont les revenus et les dépenses s'établissent à 12 131,7 M\$ et le Fonds de l'assurance médicaments dont les revenus et les dépenses s'établissent à 3 683,7 M\$.

4. LES RÉSULTATS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION EN 2016-2017

Les résultats des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, avant les ajustements de la consolidation, présentent un déficit de 10,0 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, comparativement à un déficit de 32,0 M\$ en 2015-2016, soit une amélioration de 22,0 M\$.

Résultats en 2016-2017 des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	
Résultats avant les ajustements de la consolidation	40 346,0	40 356,0	(10,0)	(32,0)	22,0

5. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2015-2016

Les résultats prévus des entités consolidées, avant les ajustements de la consolidation, sont supérieurs de 388,2 M\$ à ceux présentés au Budget de dépenses 2015-2016 :

- Les résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires se sont améliorés de 400,4 M\$;
- Les résultats prévus des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation se sont détériorés de 22,0 M\$;
- Les résultats des comptes à fin déterminée sont en hausse de 9,8 M\$.

Évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2015-2016

(en millions de dollars)

	2015-2016		Variation
	Résultats probables	Budget de dépenses	
Fonds spéciaux ¹	2 094,9	1 869,8	225,1
Organismes autres que budgétaires	333,4	158,1	175,3
	2 428,3	2 027,9	400,4
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	(32,0)	(10,0)	(22,0)
Comptes à fin déterminée	2,7	(7,1)	9,8
Résultats avant les ajustements de la consolidation	2 399,0	2 010,8	388,2

¹ Incluant les résultats du Fonds des générations.

Plus précisément, les principales variations des résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires, avant les ajustements de la consolidation, s'expliquent par les facteurs suivants :

- Le Fonds vert anticipe un surplus de 441,1 M\$ en 2015-2016 comparativement à un déficit prévu de 0,6 M\$ au Budget de dépenses 2015-2016. Cette amélioration des résultats de 441,7 M\$ est attribuable à l'augmentation des revenus provenant du marché du carbone ainsi qu'aux délais de mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques;
- La Financière agricole du Québec présente un surplus prévu de 234,3 M\$ en 2015-2016 comparativement à un surplus prévu de 133,0 M\$ au Budget de dépenses 2015-2016. Cette amélioration des résultats de 101,3 M\$ est attribuable à une conjoncture favorable qui a prévalu sur les marchés des produits agricoles en 2015-2016;
- Un surplus de 215,9 M\$ en 2015-2016 est prévu au Fonds des réseaux de transport terrestre comparativement à un surplus de 298,7 M\$ au Budget de dépenses 2015-2016. Cette détérioration des résultats de 82,8 M\$ s'explique principalement par une baisse des revenus de la taxe sur le carburant et des droits et permis;

- Un surplus en 2015-2016 de 22,9 M\$ est prévu à la Société de financement des infrastructures locales du Québec comparativement à un déficit anticipé de 12,7 M\$ au Budget de dépenses 2015-2016. Cette amélioration des résultats de 35,6 M\$ est principalement attribuable aux dépenses de transfert en infrastructures de transport en commun qui ont été beaucoup moins élevées que prévu;
- Un déficit de 0,1 M\$ est anticipé au Fonds de développement du marché du travail comparativement à un déficit prévu de 34,9 M\$. L'amélioration des résultats de 34,8 M\$ par rapport au Budget de dépenses 2015-2016 s'explique par des dépenses moins élevées qu'anticipé aux mesures d'aide à l'emploi;
- Un déficit de 32,0 M\$ au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux qui s'explique par l'abolition progressive de la contribution santé.

Évolution de la prévision des résultats des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires en 2015-2016

(en millions de dollars)

	2015-2016		Variation
	Résultats probables	Budget de dépenses	
Fonds vert	441,1	(0,6)	441,7
La Financière agricole du Québec	234,3	133,0	101,3
Fonds des réseaux de transport terrestre	215,9	298,7	(82,8)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	22,9	(12,7)	35,6
Fonds de développement du marché du travail	(0,1)	(34,9)	34,8
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	(32,0)	-	(32,0)
Autres fonds et organismes ¹	1 546,2	1 644,4	(98,2)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	2 428,3	2 027,9	400,4

¹ Incluant les résultats du Fonds des générations.

ANNEXE 1**CHANGEMENTS À LA LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES****ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX**

Certains fonds spéciaux et organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2016-2017 par rapport à 2015-2016.

Un signe (+) indique l'ajout d'un fonds spécial ou d'un organisme autre que budgétaire et un signe (-) son retrait.

Affaires municipales et Occupation du territoire

Le Fonds de développement régional a été remplacé par le Fonds de développement des territoires.

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

(+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été ajoutée à ce portefeuille.

Culture et Communications

(+) Le Fonds Avenir Mécénat Culture a été ajouté à ce portefeuille.

Économie, Science et Innovation

(+) Le fonds Capital Mines Hydrocarbures, le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, le Fonds de recherche du Québec – Santé et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ont été intégrés à ce portefeuille.

Éducation et Enseignement supérieur

(-) Le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, le Fonds de recherche du Québec – Santé et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ont été transférés au portefeuille « Économie, Science et Innovation ».

Famille

(+) Le Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance a été ajouté à ce portefeuille.

Justice

(+) Le Fonds relatif aux contrats publics a été ajouté à ce portefeuille.

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

(+) Le Fonds aérien a été intégré à ce portefeuille.

ANNEXE 1 (suite)

Travail, Emploi et Solidarité sociale

- (+) Le Fonds du Tribunal administratif du travail a été ajouté à ce portefeuille.
- (-) Le Fonds de la Commission des lésions professionnelles et le Fonds de la Commission des relations du travail ont été transférés au Fonds du Tribunal administratif du travail.
- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ».
- (-) Les activités de la Commission des normes du travail ont été transférées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

À l'égard des comptes à fin déterminée, un nouveau compte a été approuvé par rapport à l'exercice précédent.

- Le Compte pour le financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord a été ajouté dans quatre portefeuilles, soit « Conseil exécutif », « Culture et Communications », « Éducation et Enseignement supérieur » et « Forêts, Faune et Parcs ». Ce compte a été constitué spécifiquement pour permettre aux ministères de comptabiliser des sommes versées par la Société du Plan Nord pour le financement de projets visant des activités réalisées dans le cadre du Plan Nord.

Une nouvelle demande d'utilisation du Compte pour le financement de mesures de protection de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers a été approuvée au portefeuille « Énergie et Ressources naturelles ».

Cinq nouvelles demandes d'utilisation du compte général Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux ont été autorisées au cours de l'exercice financier 2015-2016, soit une demande à chacun des portefeuilles « Forêts, Faune et Parcs », « Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques », « Justice » et deux au portefeuille « Sécurité publique ».

ENTITÉS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION

La liste des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation du gouvernement est disponible au volume I des Comptes publics (annexe 3).

ANNEXE 2

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Fonds de développement des territoires	102,3	121,1	(18,8)	18,8
	102,3	121,1	(18,8)	18,8
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Fonds relatif à certains sinistres	4,1	4,1	-	-
	4,1	4,1	-	-
Culture et Communications				
Fonds Avenir Mécénat Culture	5,0	5,0	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	15,7	18,4	(2,7)	(1,1)
	20,7	23,4	(2,7)	(1,1)
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Fonds vert	864,4	867,1	(2,7)	441,1
	864,4	867,1	(2,7)	441,1
Économie, Science et Innovation				
Capital Mines Hydrocarbures	-	0,5	(0,5)	(0,5)
Fonds du développement économique	412,6	412,6	-	-
	412,6	413,1	(0,5)	(0,5)
Éducation et Enseignement supérieur				
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	66,9	67,3	(0,4)	0,4
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25,0	25,0	-	(5,8)
	91,9	92,3	(0,4)	(5,4)
Énergie et Ressources naturelles				
Fonds des ressources naturelles	244,8	250,5	(5,7)	(17,4)
Fonds d'information sur le territoire	138,0	115,0	23,0	21,3
	382,8	365,5	17,3	3,9
Famille				
Fonds de soutien aux proches aidants	15,1	27,3	(12,2)	15,1
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 324,3	2 324,3	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15,0	21,3	(6,3)	(6,2)
	2 354,4	2 372,9	(18,5)	8,9
Finances				
Fonds de financement	1 489,6	1 472,1	17,5	18,1
Fonds des générations	2 028,0	-	2 028,0	1 431,0
Fonds du Bureau de décision et de révision	2,5	2,7	(0,2)	(0,2)
Fonds du centre financier de Montréal	0,7	1,3	(0,6)	(0,4)
Fonds du Plan Nord	87,9	175,0	(87,1)	10,5
Fonds relatif à l'administration fiscale	862,4	862,4	-	-
	4 471,1	2 513,5	1 957,6	1 459,0

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Forêts, Faune et Parcs				
Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire forestier	520,2	518,5	1,7	(14,2)
	520,2	518,5	1,7	(14,2)
Justice				
Fonds Accès Justice	15,4	15,4	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	25,9	25,2	0,7	4,8
Fonds des registres du ministère de la Justice	33,8	38,1	(4,3)	0,5
Fonds du Tribunal administratif du Québec	39,7	40,2	(0,5)	(2,0)
Fonds relatif aux contrats publics	-	4,2	(4,2)	-
	114,8	123,1	(8,3)	3,3
Santé et Services sociaux				
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 408,6	1 539,0	(130,4)	(32,0)
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	208,7	210,0	(1,3)	(4,4)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20,0	40,2	(20,2)	0,1
	1 637,3	1 789,2	(151,9)	(36,3)
Sécurité publique				
Fonds des services de police	578,3	578,3	-	-
	578,3	578,3	-	-
Tourisme				
Fonds de partenariat touristique	134,4	137,4	(3,0)	-
	134,4	137,4	(3,0)	-
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports				
Fonds aérien	72,2	72,0	0,2	0,1
Fonds de gestion de l'équipement roulant	117,3	115,9	1,4	0,7
Fonds de la sécurité routière	73,9	36,4	37,5	1,2
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 749,5	3 360,4	389,1	215,9
	4 012,9	3 584,7	428,2	217,9

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22,8	23,5	(0,7)	(0,2)
Fonds de développement du marché du travail	1 008,6	1 032,5	(23,9)	(0,1)
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	-	-	-	0,7
Fonds de la Commission des relations du travail	-	-	-	(0,3)
Fonds des biens et des services	89,5	89,5	-	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21,1	21,1	-	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	84,8	84,8	-	0,4
Fonds québécois d'initiatives sociales	10,8	10,8	-	(1,0)
	1 237,6	1 262,2	(24,6)	(0,5)
Total avant les ajustements de la consolidation	16 940,3	14 766,6	2 173,7	2 094,9

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 3

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Société d'habitation du Québec	1 066,1	1 107,6	(41,5)	(7,7)
	1 066,1	1 107,6	(41,5)	(7,7)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation				
La Financière agricole du Québec	543,3	429,4	113,9	234,3
	543,3	429,4	113,9	234,3
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Centre de services partagés du Québec	560,0	556,2	3,8	17,7
Commission de la capitale nationale du Québec	21,1	18,4	2,7	0,5
Société québécoise des infrastructures	1 047,9	1 042,3	5,6	2,9
	1 629,0	1 616,9	12,1	21,1
Conseil exécutif				
Centre de la francophonie des Amériques	2,3	2,6	(0,3)	(0,4)
	2,3	2,6	(0,3)	(0,4)
Culture et Communications				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	83,8	84,8	(1,0)	-
Conseil des arts et des lettres du Québec	108,6	108,7	(0,1)	-
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32,8	31,8	1,0	1,0
Musée d'Art contemporain de Montréal	13,5	13,4	0,1	0,1
Musée de la Civilisation	28,8	29,0	(0,2)	(0,6)
Musée national des beaux-arts du Québec	29,2	29,1	0,1	(0,5)
Régie du cinéma	4,6	4,5	0,1	1,2
Société de développement des entreprises culturelles	72,9	72,8	0,1	2,5
Société de la Place des Arts de Montréal	34,4	35,3	(0,9)	(2,2)
Société de télédiffusion du Québec	76,2	75,6	0,6	0,1
Société du Grand Théâtre de Québec	12,5	11,8	0,7	0,5
	497,3	496,8	0,5	2,1
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Société québécoise de récupération et de recyclage	45,3	44,6	0,7	0,2
	45,3	44,6	0,7	0,2

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Économie, Science et Innovation				
Centre de recherche industrielle du Québec	31,6	31,4	0,2	-
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	60,3	60,6	(0,3)	(4,4)
Fonds de recherche du Québec - Santé	96,8	96,8	-	(0,7)
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52,5	52,5	-	(0,7)
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5,2	5,9	(0,7)	0,2
	246,4	247,2	(0,8)	(5,6)
Éducation et Enseignement supérieur				
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35,6	36,5	(0,9)	(1,1)
Institut national des mines	1,0	1,0	-	(0,3)
	36,6	37,5	(0,9)	(1,4)
Énergie et Ressources naturelles				
Régie de l'énergie	14,6	15,1	(0,5)	(0,9)
Société de développement de la Baie-James	27,8	27,0	0,8	(0,7)
Société du Plan Nord	172,3	73,5	98,8	0,1
Société nationale de l'amiante	-	-	-	-
	214,7	115,6	99,1	(1,5)
Finances				
Agence du revenu du Québec	1 110,3	1 153,4	(43,1)	(21,9)
Autorité des marchés financiers	160,7	135,3	25,4	31,2
Financement-Québec	396,0	367,1	28,9	35,6
Institut de la statistique du Québec	26,3	26,3	-	(1,2)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	675,6	700,1	(24,5)	22,9
	2 368,9	2 382,2	(13,3)	66,6
Forêts, Faune et Parcs				
Fondation de la faune du Québec	6,9	6,8	0,1	(0,1)
Société des établissements de plein air du Québec	130,5	129,8	0,7	1,6
	137,4	136,6	0,8	1,5
Justice				
Commission des services juridiques	184,8	192,0	(7,2)	1,9
Fonds d'aide aux recours collectifs	1,5	4,3	(2,8)	(1,5)
Office des professions du Québec	10,0	11,2	(1,2)	(0,7)
Société québécoise d'information juridique	14,5	14,2	0,3	0,2
	210,8	221,7	(10,9)	(0,1)

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Relations internationales et Francophonie				
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2,0	2,1	(0,1)	-
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5,4	5,4	-	-
	7,4	7,5	(0,1)	-
Santé et Services sociaux				
Corporation d'urgences-santé	128,6	129,4	(0,8)	(2,5)
Fonds de l'assurance médicaments	3 683,7	3 683,7	-	-
Héma-Québec	448,4	448,4	-	-
Institut national de santé publique du Québec	68,5	69,4	(0,9)	(0,9)
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	18,3	20,1	(1,8)	1,8
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 131,7	12 131,7	-	-
	16 479,2	16 482,7	(3,5)	(1,6)
Sécurité publique				
École nationale de police du Québec	33,2	33,2	-	(1,5)
École nationale des pompiers du Québec	2,9	2,6	0,3	0,4
	36,1	35,8	0,3	(1,1)
Tourisme				
Régie des installations olympiques	57,2	60,3	(3,1)	7,5
Société du Centre des congrès de Québec	23,5	27,1	(3,6)	(2,9)
Société du Palais des congrès de Montréal	58,0	55,7	2,3	3,0
	138,7	143,1	(4,4)	7,6
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports				
Agence métropolitaine de transport	547,3	547,3	-	(8,7)
Société de l'assurance automobile du Québec	265,4	251,7	13,7	17,1
Société des Traversiers du Québec	126,8	134,8	(8,0)	(3,7)
	939,5	933,8	5,7	4,7

ANNEXE 3 (suite)**Résultats des organismes autres que budgétaires**

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Commission des normes du travail	-	-	-	8,6
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30,4	30,5	(0,1)	-
Régie du bâtiment du Québec	66,8	63,8	3,0	6,1
	97,2	94,3	2,9	14,7
Total avant les ajustements de la consolidation	24 696,0	24 535,9	160,1	333,4

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 4

Résultats des comptes à fin déterminée

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Projets d'infrastructures 2008	123,9	123,9	-	-
	123,9	123,9	-	-
Agriculture, Pêcheries et Alimentation				
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	109,9	109,9	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,4	1,8	0,6	0,8
	112,3	111,7	0,6	0,8
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	0,5	(0,5)	-
	-	0,5	(0,5)	-
Conseil exécutif				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	-	-	-	-
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	-	0,7	(0,7)	-
Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	-	0,7	(0,7)	-
Culture et Communications				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1,2	1,2	-	-
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	-	-	-	-
Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec	1,4	1,4	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
Projets d'infrastructures 2008	7,7	7,7	-	-
	10,3	10,3	-	-

ANNEXE 4 (suite)**Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Financement des unités autonomes de service - Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ)	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3,6	3,7	(0,1)	(0,1)
	3,6	3,7	(0,1)	(0,1)
Économie, Science et Innovation				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	0,9	(0,1)	-
Programme d'infrastructure du savoir	-	0,7	(0,7)	(0,7)
	0,8	1,6	(0,8)	(0,7)
Éducation et Enseignement supérieur				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27,1	27,1	-	-
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	7,6	7,6	-	-
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis	5,2	5,2	-	-
Formation dans les pénitenciers fédéraux	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	39,9	39,9	-	-
Énergie et Ressources naturelles				
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	-	0,1	(0,1)	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,5	0,5	-	0,1
	0,5	0,6	(0,1)	0,2
Finances				
Transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	481,1	481,1	-	-
	481,1	481,1	-	-

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Forêts, Faune et Parcs				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	8,2	8,2	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,9	2,5	(1,6)	0,3
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiresources	4,1	4,1	-	-
	13,2	14,8	(1,6)	0,3
Immigration, Diversité et Inclusion				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3,3	4,1	(0,8)	(3,4)
	3,3	4,1	(0,8)	(3,4)
Justice				
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	0,5	0,5	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,1	0,1	-	-
	0,6	0,6	-	-
Relations internationales et Francophonie				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	-	-	-	-
Santé et Services sociaux				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	104,0	104,0	-	-
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	-	-	-	(1,0)
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22,0	22,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4,1	5,2	(1,1)	(2,0)
Mise en oeuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	4,6	10,2	(5,6)	8,4
	134,7	141,4	(6,7)	5,4

ANNEXE 4 (suite)**Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2016-2017			2015-2016
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Sécurité publique				
Administration de la Loi sur les armes à feu	5,9	5,9	-	-
Financement des unités autonomes de service -	3,6	3,6	-	-
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale				
Financement du programme conjoint de protection civile	-	-	-	-
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3,0	3,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	34,2	34,2	-	-
	46,7	46,7	-	-
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports				
Financement des infrastructures ferroviaires	0,3	0,3	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	0,4	(0,4)	0,3
	0,3	0,7	(0,4)	0,3
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	6,5	6,5	-	-
Financement du Bureau d'évaluation médicale	4,2	4,2	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,4	0,4	-	-
	11,1	11,1	-	-
Total avant les ajustements de la consolidation	982,5	993,5	(11,0)	2,7

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

LES EFFECTIFS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES RÉSEAUX DU SECTEUR PUBLIC ET DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

1. LE RÉSULTAT DU CONTRÔLE DES EFFECTIFS EN 2015-2016

Pour 2015-2016, le gouvernement avait annoncé des objectifs ambitieux de contrôle des effectifs, soit :

- Une réduction globale de 2 % du niveau des effectifs par rapport aux effectifs utilisés en 2013-2014 pour la fonction publique;
- Un gel global des effectifs par rapport aux effectifs utilisés en 2014-2015 pour les organismes publics dont le personnel n'est pas nommé en vertu de la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), lesquels sont assujettis au contrôle des effectifs pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 mars 2016 en vertu de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (RLRQ, chapitre G-1.011).

Selon les données réelles des mois d'avril à décembre 2015 et les données prévisionnelles établies selon la consommation des mois de janvier à mars 2015, les heures rémunérées des organismes publics s'élèvent à 871,2 millions d'heures. Comparativement à l'exercice financier 2014-2015, le total des heures rémunérées représente une baisse de 13,1 millions d'heures, soit de 1,5 %, laquelle correspond à une réduction de 7 158 équivalent temps complet (ETC) convertis sur une base annuelle. Cette baisse est composée d'une diminution de :

- 2 268 ETC attribuable aux organismes publics dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique;
- 4 890 ETC reliée aux organismes publics dont le personnel n'est pas nommé en vertu de cette loi.

Pour la fonction publique, il s'agit d'une baisse de 3 705 ETC ou de 5,3 % par rapport à l'exercice financier 2013-2014.

Le gouvernement est en voie de dépasser ses objectifs en matière de contrôle des effectifs, et ce, malgré qu'au cours des dernières années les effectifs totaux étaient en hausse de plus de 5 000 ETC en moyenne annuellement. Il s'agit d'un renversement de tendance et d'un effort important de la part de l'appareil gouvernemental.

Par ailleurs, le portrait du dénombrement des effectifs des organismes publics du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 est présenté à l'annexe 1 du présent chapitre. De plus, des définitions relatives aux effectifs sont présentées à l'annexe 2.

Variation des effectifs utilisés¹

(en milliers d'heures rémunérées et ETC transposés)

	Fonction publique		Hors fonction publique		Total	
	Heures rémunérées	ETC transposés	Heures rémunérées	ETC transposés	Heures rémunérées	ETC transposés
Effectifs utilisés en 2013-2014	127 002,0	69 541	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Variation	(2 624,4)	(1 437)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Effectifs utilisés en 2014-2015	124 377,6	68 104	759 884,2	416 079	884 261,8	484 183
Variation	(4 141,7)	(2 268)	(8 930,6)	(4 890)	(13 072,3)	(7 158)
Effectifs utilisés en 2015-2016 (prévu)	(120 235,9)	(65 836)	(750 953,6)	(411 189)	(871 189,5)	(477 025)

¹ Du point de vue du contrôle des effectifs, l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière, l'Université du Québec et ses universités constitutives, les instituts de recherche et écoles supérieures, les commissions scolaires pour les autochtones cris, inuit et naskapis de même que le Commissaire à la lutte contre la corruption sont exclus.

2. LA DÉTERMINATION DU NIVEAU DES EFFECTIFS EN HEURES RÉMUNÉRÉES

Depuis l'adoption de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État, lorsqu'une période de contrôle s'applique, le contrôle des effectifs des organismes publics dont le personnel n'est pas nommé en vertu de la Loi sur la fonction publique s'effectue en heures rémunérées. Contrairement à la notion d'ETC utilisée jusqu'à ce jour pour le contrôle du personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique, le concept d'heures rémunérées inclut :

- Le temps supplémentaire;
- Le personnel en préretraite.

Par souci de cohérence, le niveau des effectifs pour la fonction publique sera lui aussi déterminé en heures rémunérées à compter de l'exercice financier 2016-2017. La nouvelle mesure permet d'obtenir un portrait davantage en lien avec le coût réel des effectifs. Elle est également mieux adaptée à la situation des ministères et organismes dont le manque de ressources était compensé par une hausse des heures effectuées en temps supplémentaire, ce qui devrait se traduire par une amélioration de l'efficacité de certaines activités. Dans les prochaines semaines, le Conseil du trésor déterminera, pour le personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique, une cible des effectifs en heures rémunérées.

Quant aux organismes publics dont le personnel n'est pas nommé en vertu de la Loi sur la fonction publique, le gouvernement entend poursuivre les mesures de contrôle des effectifs pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017. Ainsi, le Conseil du trésor établira dans les prochaines semaines le niveau des effectifs dont dispose chaque ministre pour l'ensemble des organismes publics dont il est responsable. Le Conseil du trésor établira par ailleurs un niveau des effectifs distinct pour chacune des quatre sociétés d'État visées¹.

¹ Hydro-Québec, Investissement Québec, Loto-Québec et Société des alcools du Québec.

ANNEXE 1

DÉNOMBREMENT DES EFFECTIFS DES ORGANISMES PUBLICS

Dénombrement des effectifs des organismes publics du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015

(en milliers d'heures rémunérées et ETC transposés)

	Heures rémunérées	ETC transposés
Personnel d'encadrement	47 863,6	26 208
Personnel professionnel	139 365,7	76 310
Personnel infirmier	116 778,3	63 943
Personnel enseignant	135 902,3	74 414
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	340 247,8	186 304
Agents de la paix	20 045,1	10 976
Ouvriers, personnel d'entretien et de service	86 935,8	47 602
Étudiants et stagiaires	4 470,0	2 448
Total	891 608,6	488 205

Du point de vue du dénombrement, les organismes publics comprennent :

- Les ministères et les organismes budgétaires et autres que budgétaires assujettis ou non à la Loi sur la fonction publique;
- L'Université du Québec et ses universités constituantes, les instituts de recherche et écoles supérieures;
- Les cégeps;
- Les commissions scolaires, y compris les commissions scolaires pour les autochtones cris, inuit et naskapis;
- Les centres intégrés de santé et de services sociaux, les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les établissements publics et privés de santé et de services sociaux de même que le conseil régional institué par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (RLRQ, chapitre S-5);
- Les sociétés d'État.

Sont exclus du dénombrement, les effectifs de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière.

Pour le dénombrement des effectifs de l'Université du Québec et de ses universités constituantes, des instituts de recherche et écoles supérieures ainsi que des commissions scolaires pour les autochtones cris, inuit et naskapis, ce sont les données de l'exercice financier 2014-2015 qui ont été utilisées.

Par ailleurs, en décembre 2015, le nombre de salariés des organismes publics atteignait 579 377. Ce nombre constitue un portrait réalisé à une date donnée et il est donc affecté par un effet de saisonnalité.

ANNEXE 2

LEXIQUE

Cible des effectifs :	Niveau maximal qu'un organisme doit respecter.
Heures rémunérées :	Nombre d'heures travaillées et heures effectuées en temps supplémentaire.
Heures travaillées :	<p>Nombre d'heures associées au corps d'emploi dans les conditions de travail duquel sont déduites les périodes de congé sans traitement (autres que celles décrites au paragraphe suivant) et d'aménagement de temps de travail entraînant une diminution du nombre d'heures. Pour le personnel dont le sous-ministre ou le dirigeant d'organisme détermine l'horaire de travail, le nombre d'heures travaillées est réputé être de 35 heures par semaine.</p> <p>Pour plus de précision, sont comptabilisées dans les heures travaillées les périodes où l'employé reçoit de l'assurance-salaire ou des indemnités pour accident de travail ou pour maladie professionnelle, celles où il est en retrait préventif ou bénéficie de périodes de congé liées aux dispositions des droits parentaux de même que celles où il est en préretraite (totale ou partielle).</p>
Heures effectuées en temps supplémentaire :	Heures payées au-delà des heures habituelles du corps d'emploi. Les heures payées à taux majoré sont comptabilisées de la même manière que les heures supplémentaires payées à taux simple.
ETC transposés :	Nombre d'heures rémunérées converti en équivalent temps complet (ETC) sur la base de 35 heures par semaine. Pour ce faire, le total des heures rémunérées est divisé par 1 826,3.

LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES

1. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2016-2017, le budget de dépenses du gouvernement s'établit à 76 555,9 M\$, dont 68 238,4 M\$, ou 89,1 %, sont consacrés aux dépenses de programmes et 8 317,5 M\$, ou 10,9 %, au service de la dette.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES CATÉGORIES

Les dépenses de programmes 2016-2017 se ventilent principalement entre les catégories suivantes :

- 40 109,2 M\$, ou 58,8 %, reliés aux dépenses de rémunération;
- 9 838,8 M\$, ou 14,4 %, octroyés aux dépenses de fonctionnement et autres;
- 14 198,2 M\$, ou 20,8 %, attribués aux dépenses relatives au support des personnes, des municipalités, des entreprises et des autres partenaires du gouvernement.

Budget de dépenses 2016-2017 par supercatégories et catégories¹

(en millions de dollars)

	Catégories					Total	
	Rémunération	Fonctionnement et autres	Capital	Intérêt	Support	M\$	%
Supercatégories							
Rémunération	3 073,2	-	-	-	-	3 073,2	4,0
Fonctionnement	-	2 627,0	-	-	-	2 627,0	3,4
Transfert	36 567,7	6 736,8	2 950,8	1 063,7	10 647,8	57 966,8	75,7
Affectation à un fonds spécial	468,3	263,0	58,3	19,4	3 550,4	4 359,4	5,7
Créances douteuses et autres provisions	-	212,0	-	-	-	212,0	0,3
Dépenses de programmes	40 109,2	9 838,8	3 009,1	1 083,1	14 198,2	68 238,4	89,1
%	58,8	14,4	4,4	1,6	20,8	100,0	
Service de la dette	-	-	-	8 317,5	-	8 317,5	10,9
Dépenses budgétaires	40 109,2	9 838,8	3 009,1	9 400,6	14 198,2	76 555,9	100,0
Dépenses comparatives 2015-2016	39 291,0	9 263,0 ²	2 865,8	9 126,0	13 932,9	74 478,7	

¹ Les catégories de dépenses permettent de représenter les dépenses selon leur nature et leur importance relative. Elles sont présentées à l'annexe 1. La répartition du budget de dépenses par grandes catégories est présentée par portefeuilles à l'annexe 2.

² Tient compte des dépenses de fonctionnement de 9 279,6 M\$, des dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres de 164,6 M\$ et un montant négatif de 181,2 M\$ pour des crédits non dépensés.

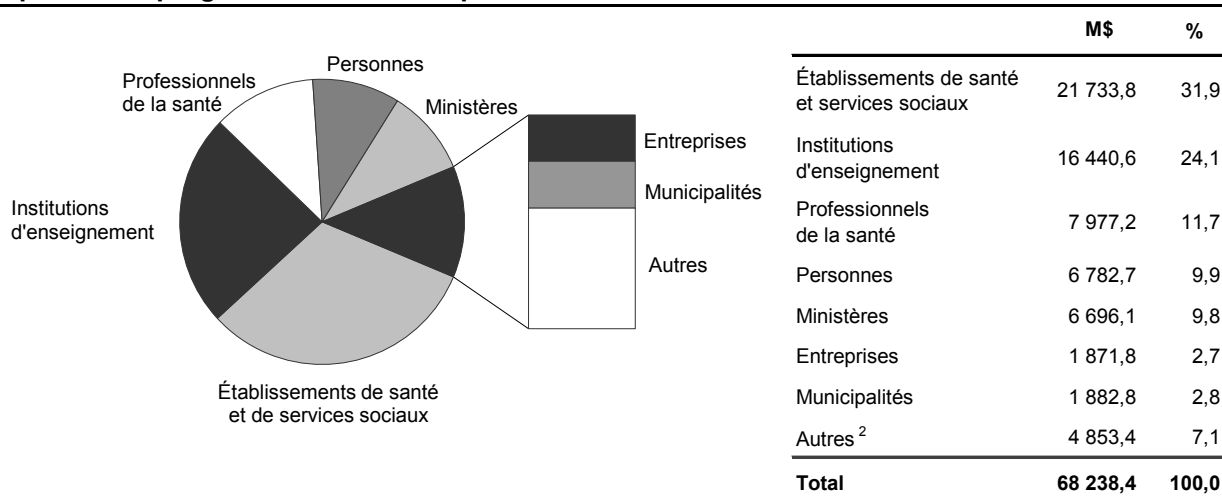
RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR BÉNÉFICIAIRES

Les établissements de santé et de services sociaux ainsi que les institutions d'enseignement sont les principaux bénéficiaires, avec 21 733,8 M\$ et 16 440,6 M\$ respectivement, pour un total de 56,0 % des dépenses de programmes.

Le solde des dépenses de programmes s'établit à 30 064,0 M\$ et se répartit entre les bénéficiaires suivants :

- 7 977,2 M\$, ou 11,7 %, destinés aux professionnels de la santé;
- 6 782,7 M\$, ou 9,9 %, accordés aux dépenses consacrées aux personnes;
- 6 696,1 M\$, ou 9,8 %, prévus pour les ministères;
- 8 608,0 M\$, ou 12,6 %, affectés à divers autres bénéficiaires, soit les entreprises, les municipalités, les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et les organismes d'État.

Dépenses de programmes 2016-2017 par bénéficiaires¹



¹ La répartition des dépenses par bénéficiaires est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 3.

² Incluant les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et organismes d'État.

2. LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION

Pour l'exercice financier 2016-2017, les dépenses de rémunération s'établissent à 40 109,2 M\$, se répartissant comme suit :

- 37,7 % consacrés aux établissements de santé et de services sociaux;
- 32,4 % destinés aux institutions d'enseignement;
- 19,9 % alloués aux professionnels de la santé;
- 10,0 % associés au personnel des ministères et aux autres bénéficiaires.

Globalement, la hausse de 818,2 M\$ prévue aux dépenses de rémunération par rapport aux dépenses comparatives 2015-2016 est partagée notamment entre ces principaux secteurs :

- Une croissance de 345,6 M\$ est prévue au portefeuille « Santé et Services sociaux », s'expliquant principalement par les ajustements salariaux au 1^{er} avril 2016, les ajustements des contributions du gouvernement à titre d'employeur pour le personnel du réseau et des régimes de retraite, ainsi que ceux prévus à la rémunération des professionnels de la santé, incluant les ententes avec les fédérations médicales, compensée en partie par des mesures d'économie;
- Une augmentation de 418,2 M\$ est prévue au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », s'expliquant principalement par les mesures du plan pour la réussite en éducation et en enseignement supérieur, les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016, les effets de clientèle ainsi que par la progression salariale du personnel des réseaux de l'éducation;
- Dans les autres ministères ainsi que pour les autres bénéficiaires, une hausse de 54,4 M\$ s'explique principalement par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016.

Dépenses de rémunération prévues en 2016-2017 par bénéficiaires¹

(en millions de dollars)

	Salaires	Contributions d'employeur			Total	
		Régimes de retraite	Autres	Sous-total	M\$	%
Santé et Services sociaux						
Ministère	71,0	-	7,2	7,2	78,2	0,2
Établissements de santé et de services sociaux	12 378,0	1 244,3	1 476,8	2 721,1	15 099,1	37,7
Professionnels de la santé	7 977,2	-	-	-	7 977,2	19,9
Autres bénéficiaires	123,4	-	26,2	26,2	149,6	0,4
	20 549,6	1 244,3	1 510,2	2 754,5	23 304,1	58,2
Éducation et Enseignement supérieur						
Ministère	87,9	-	9,0	9,0	96,9	0,2
Institutions d'enseignement	10 494,1	1 330,6	1 170,1	2 500,7	12 994,8	32,4
Autres bénéficiaires	14,2	-	2,6	2,6	16,8	-
	10 596,2	1 330,6	1 181,7	2 512,3	13 108,5	32,6
Autres						
Ministères	2 589,5	473,3	282,6	755,9	3 345,4	8,3
Autres bénéficiaires	282,4	26,7	42,1	68,8	351,2	0,9
	2 871,9	500,0	324,7	824,7	3 696,6	9,2
Total	34 017,7	3 074,9	3 016,6	6 091,5	40 109,2	100,0
Dépenses comparatives 2015-2016	33 466,6	2 861,3	2 963,1	5 824,4	39 291,0	

¹ Comprend les crédits de la supercatégorie « Rémunération » et de la catégorie « Rémunération » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

3. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 9 626,8 M\$ en 2016-2017, se ventilant comme suit :

- 48,5 % pour les établissements de santé et de services sociaux, soit 4 673,3 M\$, ainsi que 16,8 % aux institutions d'enseignement, soit 1 613,8 M\$;
- 30,0 % aux ministères, soit 2 886,0 M\$, et 4,7 % aux autres bénéficiaires, soit 453,7 M\$.

En 2016-2017, les dépenses de fonctionnement augmentent de 347,2 M\$ par rapport aux dépenses comparatives 2015-2016. La hausse résulte principalement des variations suivantes :

- Au portefeuille « Santé et Services sociaux », l'augmentation de 92,2 M\$ par rapport à 2015-2016 découle de l'indexation des dépenses non salariales et du fonctionnement associé aux nouvelles installations. Des économies escomptées relatives à la pertinence et à l'efficacité des services en santé physique et à l'approvisionnement en commun visant des regroupements d'achats viennent réduire la croissance des dépenses de fonctionnement;
- Au portefeuille « Sécurité publique », l'augmentation de 25,9 M\$ des dépenses de fonctionnement résulte en majeure partie de la mise en opération planifiée de nouveaux établissements de détention;
- Au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », l'augmentation de 18,1 M\$ s'explique principalement par les mesures du plan pour la réussite en éducation et en enseignement supérieur;
- Au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », l'augmentation de 217,2 M\$ au Fonds de suppléance.

La répartition du Budget de dépenses 2016-2017 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses de fonctionnement prévues en 2016-2017 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Fonctionnement ¹	Transfert		Total	
		Réseaux	Autres	M\$	%
Santé et Services sociaux					
Ministère	144,9	-	-	144,9	1,5
Aide aux établissements de santé et de services sociaux	-	4 673,3	-	4 673,3	48,5
Autres bénéficiaires	-	-	182,9	182,9	1,9
	144,9	4 673,3	182,9	5 001,1	51,9
Éducation et Enseignement supérieur					
Ministère	72,6	-	-	72,6	0,8
Aide aux institutions d'enseignement	4,0	1 609,8	-	1 613,8	16,8
Autres bénéficiaires	-	-	5,5	5,5	0,1
	76,6	1 609,8	5,5	1 691,9	17,7
Autres					
Ministères	2 668,5	-	-	2 668,5	27,7
Autres bénéficiaires	-	-	265,3	265,3	2,7
	2 668,5	-	265,3	2 933,8	30,4
Total	2 890,0	6 283,1	453,7	9 626,8	100,0
Dépenses comparatives 2015-2016	2 665,2	6 181,5	432,9	9 279,6	

¹ Incluant les dépenses de la supercatégorie « Fonctionnement » et de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

4. LES DÉPENSES DE CAPITAL

Les dépenses prévues pour le capital passent de 2 865,8 M\$ en 2015-2016 à 3 009,1 M\$ en 2016-2017, en hausse de 143,3 M\$.

Les dépenses de capital sont affectées suivant trois modes d'intervention utilisés par le gouvernement : le remboursement du principal, les subventions pour des fins d'immobilisations et les dépenses en capital des fonds spéciaux.

DÉPENSES POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL

En 2016-2017, les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentent 91,2 % de l'ensemble des dépenses de capital.

Ces dépenses se situent à 2 745,5 M\$ en 2016-2017 comparativement à 2 555,1 M\$ en 2015-2016, ce qui représente une augmentation de 190,4 M\$ s'expliquant principalement par une hausse des investissements autorisés dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation.

SUBVENTIONS POUR FINS D'IMMOBILISATIONS

Les subventions pour des fins d'immobilisations représentent 6,8 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2016-2017. Elles sont principalement destinées aux institutions d'enseignement, aux entreprises et aux autres bénéficiaires.

Elles s'élèvent à 205,3 M\$ en 2016-2017 par rapport à 261,4 M\$ en 2015-2016, en baisse de 56,1 M\$. Cette variation est attribuable principalement à une diminution au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire » pour l'application de diverses mesures à la Société d'habitation du Québec.

DÉPENSES EN CAPITAL DES FONDS SPÉCIAUX

Les dépenses en capital à l'égard desquelles les ministères allouent des sommes aux fonds spéciaux représentent 2,0 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2016-2017. Ainsi, les ministères, par l'entremise de leurs fonds spéciaux, sont les uniques bénéficiaires de ces dépenses.

Ces dépenses s'élèvent à 58,3 M\$ en 2016-2017 par rapport à 49,3 M\$ en 2015-2016, en hausse de 9,0 M\$.

Dépenses de capital prévues en 2016-2017 par bénéficiaires¹

(en millions de dollars)

	Fonds spéciaux	Immobilisations subventionnées		Total	
		Remboursement du principal	Autres	M\$	%
Santé et services sociaux					
Établissements de santé et de services sociaux	-	929,6	14,3	943,9	31,4
Autres bénéficiaires	-	-	3,1	3,1	0,1
	-	929,6	17,4	947,0	31,5
Éducation et Enseignement supérieur					
Institutions d'enseignement	-	1 080,3	55,0	1 135,3	37,7
Autres bénéficiaires	-	2,2	-	2,2	0,1
	-	1 082,5	55,0	1 137,5	37,8
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Municipalités	-	289,6	-	289,6	9,6
Autres bénéficiaires	-	157,7	100,9	258,6	8,6
	-	447,3	100,9	548,2	18,2
Autres					
Ministères	58,3	-	-	58,3	1,9
Entreprises	-	1,7	18,0	19,7	0,7
Municipalités	-	66,8	1,8	68,6	2,3
Autres bénéficiaires	-	217,6	12,2	229,8	7,6
	58,3	286,1	32,0	376,4	12,5
Total	58,3	2 745,5	205,3	3 009,1	100,0
%	2,0	91,2	6,8	100,0	
Dépenses comparatives 2015-2016	49,3	2 555,1	261,4	2 865,8	

¹ Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

5. LES DÉPENSES D'INTÉRÊT

Pour l'exercice financier 2016-2017, les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'établissent à 9 400,6 M\$ comparativement à 9 126,0 M\$ pour 2015-2016.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE DU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les dépenses 2016-2017 affectées au service de la dette augmentent de 298,8 M\$ par rapport à 2015-2016 pour s'établir à 8 317,5 M\$. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation prévue des taux d'intérêt.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE IMPUTABLE AUX DÉPENSES DE PROGRAMMES

Pour leur part, les intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes s'élèvent à 1 083,1 M\$, ce qui représente une diminution de 24,2 M\$ qui s'explique par des modifications aux investissements autorisés dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation.

La répartition du Budget de dépenses 2016-2017 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses d'intérêt prévues en 2016-2017 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Dettes subventionnée et autres ¹	Dettes gouvernementales	Total	
			M\$	%
Santé et Services sociaux				
Établissements de santé et de services sociaux	343,6	-	343,6	31,7
Éducation et Enseignement supérieur				
Institutions d'enseignement	428,8	-	428,8	39,6
Autres bénéficiaires	2,4	-	2,4	0,2
	431,2	-	431,2	39,8
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Municipalités	104,6	-	104,6	9,7
Autres bénéficiaires	102,8	-	102,8	9,5
	207,4	-	207,4	19,2
Autres				
Municipalités	22,5	-	22,5	2,1
Autres bénéficiaires	78,4	-	78,4	7,2
	100,9	-	100,9	9,3
Dépenses de programmes	1 083,1	-	1 083,1	100,0
Service de la dette				
Dettes directes	-	5 896,5	5 896,5	
Compte des régimes de retraite	-	2 451,0	2 451,0	
Avantages sociaux futurs	-	(30,0)	(30,0)	
	-	8 317,5	8 317,5	
Total	1 083,1	8 317,5	9 400,6	
Dépenses comparatives 2015-2016	1 107,3	8 018,7	9 126,0	

¹ Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêt » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

6. LES DÉPENSES DE SUPPORT

Les dépenses de support regroupent des programmes de soutien et d'aide destinés principalement aux personnes, aux organismes à but non lucratif, aux entreprises et aux municipalités. Près de la moitié des dépenses de support est versée à des personnes.

Les dépenses de support s'établissent à 14 198,2 M\$ en 2016-2017, soit une hausse de 265,3 M\$ par rapport à 2015-2016, dont :

- Au portefeuille « Santé et Services sociaux », l'augmentation de 136,4 M\$ par rapport à 2015-2016 s'explique notamment par l'indexation des dépenses des résidences et familles d'accueil et des organismes communautaires, par l'augmentation du coût des médicaments ainsi que par une compensation partielle pour la baisse des revenus du Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux résultant de l'abolition progressive de la contribution santé;
- Au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire », une augmentation de 74,5 M\$ qui s'explique principalement par la croissance des compensations tenant lieu de taxes, par la bonification de la mesure de partage des redevances sur les ressources naturelles prévue à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 et par le soutien aux célébrations du 375^e anniversaire de la Ville de Montréal. À cela s'ajoute à la Société d'habitation du Québec, des sommes additionnelles pour la récurrence des mesures du Discours sur le budget 2015-2016 et pour les logements sociaux;
- Au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », la hausse de 49,6 M\$ résulte principalement de l'augmentation des coûts de l'Aide financière aux études occasionnée par la croissance prévue des clientèles admissibles et par l'indexation des paramètres de financement.

Dépenses de support prévues en 2016-2017 par bénéficiaires
(en millions de dollars)

	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total	
			M\$	%
Santé et Services sociaux				
Établissements de santé et de services sociaux	543,2	81,0	624,2	4,4
Personnes	2 502,0	-	2 502,0	17,6
Autres bénéficiaires	939,7	77,5	1 017,2	7,2
	3 984,9	158,5	4 143,4	29,2
Éducation et Enseignement supérieur				
Institutions d'enseignement	3,3	-	3,3	-
Personnes	743,8	-	743,8	5,2
Autres bénéficiaires	122,8	-	122,8	0,9
	869,9	-	869,9	6,1
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Institutions d'enseignement	-	49,8	49,8	0,3
Personnes	2 864,4	241,3	3 105,7	21,9
Autres bénéficiaires	21,5	542,2	563,7	4,0
	2 885,9	833,3	3 719,2	26,2
Famille				
Entreprises	0,1	443,2	443,3	3,1
Personnes	1,4	-	1,4	-
Autres bénéficiaires	62,7	1 840,9	1 903,6	13,4
	64,2	2 284,1	2 348,3	16,5
Autres				
Entreprises	698,5	107,2	805,7	5,7
Municipalités	1 256,9	114,1	1 371,0	9,7
Personnes	416,4	-	416,4	2,9
Autres bénéficiaires	471,1	53,2	524,3	3,7
	2 842,9	274,5	3 117,4	22,0
Total	10 647,8	3 550,4	14 198,2	100,0
Dépenses comparatives 2015-2016	10 456,5	3 476,4	13 932,9	

7. LES DÉPENSES RELATIVES AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS

Les dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions sont composées de la variation des provisions pour créances douteuses, des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement ainsi que des provisions pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

Pour l'exercice financier 2016-2017, ces dépenses augmentent de 47,4 M\$ pour s'établir à 212,0 M\$:

- Les dépenses attribuables à la variation des provisions pour créances douteuses totalisent 16,9 M\$, soit une hausse de 2,0 M\$ par rapport à 2015-2016;
- Les dépenses liées aux autres provisions s'établissent à 195,1 M\$ en 2016-2017, augmentant de 45,4 M\$ par rapport à 2015-2016. Cette augmentation se retrouve principalement au portefeuille « Économie, Science et Innovation » et découle essentiellement de l'accroissement des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement du Québec.

Dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions en 2016-2017 (en millions de dollars)

	Créances douteuses	Autres provisions	Total	%
Économie, Science et Innovation	-	194,1	194,1	91,6
Éducation et Enseignement supérieur	6,0	-	6,0	2,8
Autres ministères	10,9	1,0	11,9	5,6
Total	16,9	195,1	212,0	100,0
Dépenses comparatives 2015-2016	14,9	149,7	164,6	

ANNEXE 1

NATURE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Rémunération

La rémunération englobe les honoraires des professionnels de la santé et les salaires des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation ainsi que de la fonction publique. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et autres comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation. Sont incluses aussi les dépenses reliées à l'amortissement des immobilisations des ministères et organismes, incluant celles en ressources informationnelles.

Capital

Les dépenses de capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.

Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les institutions d'enseignement, les établissements de santé et de services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.

Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par des emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.

Intérêt

Les dépenses d'intérêt comprennent les dépenses affectées au service de dette subventionnée, prises en compte dans les dépenses de programmes, et les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.

Support

Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

ANNEXE 2

Répartition du Budget de dépenses 2016-2017 par grandes catégories¹
(en millions de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement et autres ²	Capital	Intérêt	Support	Total
Assemblée nationale	98,5	36,0	-	-	0,1	134,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	60,5	20,7	-	-	10,5	91,7
Affaires municipales et Occupation du territoire	80,5	41,5	548,3	207,3	908,3	1 785,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	146,4	73,8	18,2	0,1	622,8	861,3
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	623,6	814,1	9,6	4,0	32,8	1 484,1
Conseil exécutif	94,5	25,9	11,7	2,1	283,3	417,5
Culture et Communications	135,2	123,4	135,4	43,4	243,1	680,5
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	85,8	39,7	7,4	2,7	11,5	147,1
Économie, Science et Innovation	76,2	232,1	58,9	6,9	445,1	819,2
Éducation et Enseignement supérieur	13 108,5	1 697,9	1 137,6	431,2	869,9	17 245,1
Énergie et Ressources naturelles	45,6	20,8	2,5	1,2	2,0	72,1
Famille	68,8	76,6	26,8	13,3	2 348,3	2 533,8
Finances	80,1	38,2	-	-	39,7	158,0
Forêts, Faune et Parcs	179,4	180,2	19,8	9,8	67,9	457,1
Immigration, Diversité et Inclusion	49,3	199,9	-	-	42,7	291,9
Justice	477,1	210,5	0,5	-	180,2	868,3
Relations internationales et Francophonie	46,6	20,2	-	-	27,0	93,8
Santé et Services sociaux	23 304,1	5 001,1	946,9	343,6	4 143,4	33 739,1
Sécurité publique	869,9	395,8	7,2	0,1	77,6	1 350,6
Tourisme	30,1	28,4	41,4	12,1	26,0	138,0
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	128,4	403,7	21,1	4,4	96,9	654,5
Travail, Emploi et Solidarité sociale	320,1	158,3	15,8	0,9	3 719,1	4 214,2
Dépenses de programmes	40 109,2	9 838,8	3 009,1	1 083,1	14 198,2	68 238,4
Service de la dette	-	-	-	8 317,5	-	8 317,5
Dépenses budgétaires	40 109,2	9 838,8	3 009,1	9 400,6	14 198,2	76 555,9

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

² Incluant les dépenses relatives aux créances douteuses et autres provisions.

ANNEXE 3

Répartition des dépenses de programmes 2016-2017 par bénéficiaires¹
(en millions de dollars)

	Ministères	Établissements de santé et de services sociaux	Institutions d'enseignement	Personnes ²	Municipalités	Entreprises	Autres ³	Total
Assemblée nationale	134,5	-	-	-	-	-	0,1	134,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	81,2	-	-	-	-	-	10,5	91,7
Affaires municipales et Occupation du territoire	89,2	-	5,5	141,6	1 330,5	4,3	214,8	1 785,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	179,2	-	8,0	-	0,6	588,0	85,5	861,3
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 403,7	1,8	26,4	-	26,8	0,7	24,7	1 484,1
Conseil exécutif	118,3	0,2	0,5	0,1	237,4	9,5	51,5	417,5
Culture et Communications	76,5	-	5,2	13,5	66,3	46,8	472,2	680,5
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	125,5	-	-	-	13,2	-	8,4	147,1
Économie, Science et Innovation	283,6	29,2	167,0	49,2	2,7	155,4	132,1	819,2
Éducation et Enseignement supérieur	175,5	1,6	16 176,2	743,8	-	-	148,0	17 245,1
Énergie et Ressources naturelles	67,8	-	-	-	2,2	-	2,1	72,1
Famille	152,8	1,6	1,0	1,4	14,3	443,3	1 919,4	2 533,8
Finances	105,8	15,0	-	-	12,9	-	24,3	158,0
Forêts, Faune et Parcs	361,9	-	-	-	11,8	10,1	73,3	457,1
Immigration, Diversité et Inclusion	249,2	-	-	19,6	1,2	-	21,9	291,9
Justice	577,1	-	-	177,0	-	-	114,2	868,3
Relations internationales et Francophonie	66,8	-	0,9	0,2	-	-	25,9	93,8
Santé et Services sociaux	223,1	21 684,1	-	10 479,2	-	468,3	884,4	33 739,1
Sécurité publique	1 267,7	-	-	14,7	58,8	1,8	7,6	1 350,6
Tourisme	23,4	-	-	-	-	5,8	108,8	138,0
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	440,0	-	0,1	13,9	91,9	7,4	101,2	654,5
Travail, Emploi et Solidarité sociale	493,3	0,3	49,8	3 105,7	12,2	130,4	422,5	4 214,2
Dépenses de programmes	6 696,1	21 733,8	16 440,6	14 759,9	1 882,8	1 871,8	4 853,4	68 238,4

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

² Incluant l'aide aux personnes et les professionnels de la santé.

³ Incluant les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et organismes d'État.

APPENDICES

APPENDICE A

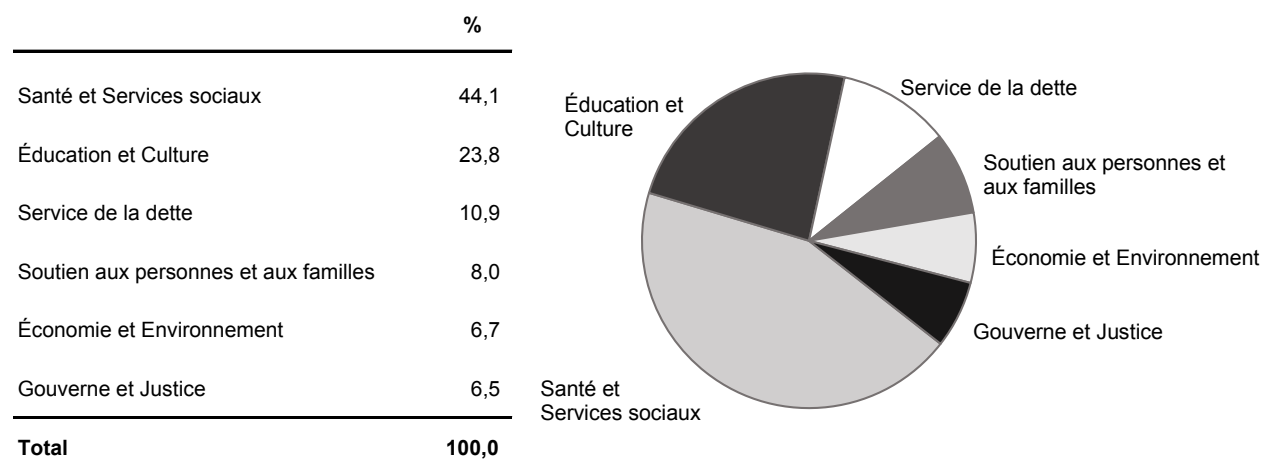
LE BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017 PAR MISSIONS

Les dépenses budgétaires du gouvernement sont regroupées en six grandes missions de l'État, soit : Santé et Services sociaux, Éducation et Culture, Économie et Environnement, Soutien aux personnes et aux familles, Gouverne et Justice et Service de la dette.

Trois missions regroupent plus des trois quarts des dépenses budgétaires :

- La mission Santé et Services sociaux, avec 44,1 % des dépenses;
- La mission Éducation et Culture, qui totalise 23,8 % des dépenses;
- La mission Service de la dette, qui représente 10,9 % des dépenses.

Répartition par missions du Budget de dépenses 2016-2017



Appendice A : Le Budget de dépenses 2016-2017 par missions

Dépenses par portefeuilles et missions en 2016-2017

(en millions de dollars)

Portefeuilles	Missions						Total
	Santé et Services sociaux	Éducation et Culture	Économie et Environnement	Soutien aux personnes et aux familles	Gouverne et Justice	Service de la dette	
Assemblée nationale	-	-	-	-	134,6	-	134,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	91,7	-	91,7
Affaires municipales et Occupation du territoire	-	-	1 094,0	-	691,9	-	1 785,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	-	-	861,3	-	-	-	861,3
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	-	-	54,0	-	1 430,2	-	1 484,1
Conseil exécutif	-	-	-	-	417,5	-	417,5
Culture et Communications	-	680,5	-	-	-	3,5	684,1
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	-	-	147,1	-	-	-	147,1
Économie, Science et Innovation	-	-	809,9	9,3	-	-	819,2
Éducation et Enseignement supérieur	-	17 245,1	-	-	-	-	17 245,1
Énergie et Ressources naturelles	-	-	72,1	-	-	-	72,1
Famille	-	-	-	2 533,8	-	-	2 533,8
Finances	-	-	-	-	158,0	8 314,0	8 472,0
Forêts, Faune et Parcs	-	-	457,1	-	-	-	457,1
Immigration, Diversité et Inclusion	-	291,9	-	-	-	-	291,9
Justice	-	-	-	182,3	686,0	-	868,3
Relations internationales et Francophonie	-	-	93,8	-	-	-	93,8
Santé et Services sociaux	33 739,1	-	-	-	-	-	33 739,1
Sécurité publique	-	-	-	-	1 350,6	-	1 350,6
Tourisme	-	-	138,0	-	-	-	138,0
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	-	-	654,5	-	-	-	654,5
Travail, Emploi et Solidarité sociale	-	-	802,1	3 394,9	17,2	-	4 214,2
Total	33 739,1	18 217,5	5 183,9	6 120,3	4 977,7	8 317,5	76 555,9

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

Mission Santé et Services sociaux, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Santé et Services sociaux					
Fonctions de coordination	137,5	136,3	136,5	113,3	117,4
Office des personnes handicapées du Québec	12,7	12,5	12,5	11,4	12,1
Régie de l'assurance maladie du Québec	10 183,5	10 046,5	10 046,5	9 396,5	9 027,6
Services dispensés à la population	23 405,5	22 859,4	22 768,5	22 714,3	21 951,2
Total	33 739,1	33 054,7	32 964,1	32 235,5	31 108,4

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

Mission Éducation et Culture, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Culture et Communications					
Charte de la langue française	29,3	26,3	26,4	24,8	25,0
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec	54,3	55,4	54,9	54,8	55,7
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	597,0	588,8	585,3	576,3	579,9
Éducation et Enseignement supérieur					
Administration	171,9	172,7	168,7	153,9	168,2
Aide financière aux études	744,8	702,6	701,6	679,9	609,2
Développement du loisir et du sport	74,1	69,8	68,9	59,5	67,8
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	9 471,7	9 219,5	9 297,9	9 138,3	9 040,5
Enseignement supérieur	5 381,0	5 280,1	5 285,0	5 287,6	5 312,9
Régimes de retraite	1 330,6	1 238,0	1 238,0	1 232,0	1 201,4
Soutien aux organismes	71,0	67,0	67,0	65,1	68,8
Immigration, Diversité et Inclusion					
Immigration, Diversité et Inclusion	291,9	283,9	162,2	155,6	161,9
Total	18 217,5	17 704,1	17 655,8	17 427,8	17 291,3

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Développement des territoires	115,9	116,4	115,4	164,0	183,8
Habitation	430,5	449,6	459,6	449,1	331,8
Modernisation des infrastructures municipales	424,8	404,2	403,2	377,0	390,5
Promotion et développement de la région métropolitaine	122,9	119,5	118,4	110,8	99,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	410,2	421,3	421,3	423,0	427,1
Organismes d'État	451,1	460,4	460,4	498,5	619,9
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	54,0	50,6	50,6	49,9	33,1
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5,1	5,0	5,0	6,7	5,5
Protection de l'environnement	142,0	143,4	141,9	143,1	158,5
Économie, Science et Innovation					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations	335,4	344,0	337,4	354,8	330,7
Interventions relatives au Fonds du développement économique	285,4	234,5	146,1	183,1	221,3
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	189,0	188,8	188,8	188,7	182,1

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)
(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Énergie et Ressources naturelles					
Gestion des ressources naturelles	72,1	74,6	72,4	73,6	62,7
Forêts, Faune et Parcs					
Faune et Parcs	118,6	114,8	112,9	119,5	118,9
Forêts	338,5	335,3	334,5	336,9	360,7
Relations internationales et Francophonie					
Affaires internationales	93,8	94,8	94,5	96,2	103,9
Tourisme					
Promotion et développement du tourisme	138,0	123,5	122,5	124,0	135,5
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports					
Administration et services corporatifs	63,6	64,2	64,7	64,7	76,5
Infrastructures et systèmes de transport	590,9	590,9	588,7	595,9	630,4
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Mesures d'aide à l'emploi	802,1	798,9	837,6	825,1	841,1
Total	5 183,9	5 134,6	5 075,9	5 184,6	5 313,2

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

Mission Soutien aux personnes et aux familles, dépenses par portefeuilles et programmes
(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Économie, Science et Innovation					
Condition féminine	9,3	7,6	9,8	9,1	10,6
Famille					
Condition des aînés	29,2	24,6	22,6	14,9	21,0
Curateur public	50,1	47,5	47,5	57,4	56,4
Mesures d'aide à la famille	2 389,8	2 388,8	2 420,1	2 474,6	2 403,0
Planification, recherche et administration	64,7	56,0	56,5	52,7	55,3
Justice					
Accessibilité à la justice	182,3	176,3	174,7	161,5	163,4
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Administration	460,9	457,3	468,2	466,1	468,9
Mesures d'aide financière	2 934,0	2 946,0	2 972,9	3 013,8	3 016,5
Total	6 120,3	6 104,0	6 172,4	6 250,1	6 195,0

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Assemblée nationale					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale	57,0	54,5	54,5	52,5	53,6
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires	7,2	7,0	7,0	6,2	7,2
Services statutaires aux parlementaires	70,4	66,8	66,8	67,4	60,8
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					
Administration du système électoral	42,0	42,2	42,2	77,7	85,0
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1,2	1,2	1,2	0,7	0,7
Le Commissaire au lobbying	3,4	3,3	3,3	3,2	3,1
Le Protecteur du citoyen	15,8	15,3	15,3	14,5	14,5
Le Vérificateur général	29,3	28,9	28,2	26,7	26,5
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Administration générale	59,0	56,3	55,8	49,7	50,8
Commission municipale du Québec	3,3	3,3	3,3	3,4	3,3
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	608,5	573,6	596,9	623,9	613,3
Régie du logement	21,1	20,3	20,8	22,9	22,2

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					
Commission de la fonction publique	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
Fonctions gouvernementales	189,4	211,2	235,0	294,2	486,2
Fonds de suppléance	654,8	437,6	360,4	-	-
Régimes de retraite et d'assurances	495,3	456,5	456,5	393,0	379,3
Secrétariat du Conseil du trésor	86,7	89,0	86,2	77,4	75,1
Conseil exécutif					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques	8,8	7,8	7,8	8,0	8,0
Affaires autochtones	265,6	252,8	251,3	248,9	237,1
Affaires intergouvernementales canadiennes	12,8	12,8	12,7	13,3	14,2
Affaires maritimes	0,8	1,0	2,5	0,5	-
Cabinet du lieutenant-gouverneur	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7
Jeunesse	38,6	38,6	35,4	39,3	45,1
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	90,1	93,5	89,5	88,2	94,5
Finances					
Direction du Ministère	40,1	38,7	38,8	40,8	47,6
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	117,8	108,3	53,1	55,2	51,2

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Justice					
Activité judiciaire	118,3	115,0	115,1	111,6	110,3
Administration de la justice	283,0	284,0	286,6	287,7	304,3
Autres organismes relevant du ministre	23,2	22,9	22,9	23,8	24,6
Indemnisation et reconnaissance	125,1	114,7	114,7	108,7	100,0
Justice administrative	14,5	14,2	14,2	13,4	13,0
Poursuites criminelles et pénales	121,9	123,4	127,0	126,2	123,2
Sécurité publique					
Organismes relevant du ministre	47,2	46,7	45,4	39,6	39,7
Sécurité, prévention et gestion interne	694,4	655,5	672,8	659,4	626,7
Sûreté du Québec	609,1	615,8	631,5	632,2	656,8
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Travail	17,2	26,7	32,5	28,9	31,9
Total	4 977,7	4 643,9	4 591,7	4 243,8	4 414,4

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

Mission Service de la dette, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2016-2017	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2015-2016	Dépenses 2014-2015	Dépenses 2013-2014
Culture et Communications					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec	3,5	3,7	3,7	3,7	3,8
Finances					
Service de la dette	8 314,0	8 015,0	8 015,0	8 146,2	8 430,1
Total	8 317,5	8 018,7	8 018,7	8 149,9	8 433,9
Crédits non dépensés	-	(181,2)	-	-	-
Total des missions	76 555,9	74 478,7	74 478,7	73 491,7	72 756,2

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2015-2016 correspondent aux dépenses comparatives 2015-2016 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2016-2017.

APPENDICE B

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

Cet appendice présente l'évolution des principaux indicateurs économiques et budgétaires du Québec depuis l'exercice financier 2002-2003, soit pour une période de 15 ans, et se compose de trois tableaux présentant :

- L'évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires;
- L'évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques;
- Les dépenses par portefeuilles.

B.1

Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires

	Dépenses de programmes		Service de la dette		Dépenses budgétaires ¹	
	M\$	variation en %	M\$	variation en %	M\$	variation en %
2002-2003	41 865	4,4	6 804	(1,8)	48 669	3,5
2003-2004	43 357	3,6	6 850	0,7	50 207	3,2
2004-2005	45 480	4,9	7 035	2,7	52 515	4,6
2005-2006	46 782	2,9	7 042	0,1	53 824	2,5
2006-2007	49 022	4,8	7 185	2,0	56 207	4,4
2007-2008	51 774	5,6	7 160	(0,3)	58 934	4,9
2008-2009	55 197	6,6	6 639	(7,3)	61 836	4,9
2009-2010	58 215	5,5	6 240	(6,0)	64 455	4,2
2010-2011	59 978	3,0	7 084	13,5	67 062	4,0
2011-2012	61 503	2,5	7 348	3,7	68 851	2,7
2012-2013	62 247	1,2	7 766	5,7	70 013	1,7
2013-2014	64 322	3,3	8 434	8,6	72 756	3,9
2014-2015	65 342	1,6	8 150	(3,4)	73 492	1,0
2015-2016 ^P	66 460	1,7	8 019	(1,6)	74 479	1,3
2016-2017 ^P	68 238	2,7	8 318	3,7	76 556	2,8

¹ Les dépenses budgétaires excluent les entités consolidées.

^P Prévisions

B.2

Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques

	Population ¹ en milliers	Taux de croissance du PIB ² %	Taux d'inflation au Canada ³ %	Dépenses de programmes		
				en % du PIB	par habitant en \$	variation en %
2002-2003	7 441	4,7	2,2	16,8	5 626	3,8
2003-2004	7 485	3,8	2,8	16,7	5 792	3,0
2004-2005	7 535	4,9	1,8	16,7	6 036	4,2
2005-2006	7 581	3,1	2,2	16,7	6 171	2,2
2006-2007	7 632	3,7	2,0	16,9	6 423	4,1
2007-2008	7 693	5,3	2,2	16,9	6 730	4,8
2008-2009	7 762	2,7	2,3	17,6	7 112	5,7
2009-2010	7 843	0,1	0,3	18,5	7 422	4,4
2010-2011	7 929	4,3	1,8	18,3	7 564	1,9
2011-2012	8 008	5,1	2,9	17,8	7 680	1,5
2012-2013	8 085	2,7	1,5	17,6	7 699	0,2
2013-2014	8 155	2,0	0,9	17,8	7 888	2,4
2014-2015	8 215	2,5	2,0	17,7	7 954	0,8
2015-2016 ^P	8 264	2,0	1,1	17,6	8 042	1,1
2016-2017 ^P	8 330	3,2	1,6	17,5	8 192	1,9

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor pour les données sur les dépenses de programmes, Statistique Canada et ministère des Finances pour les données économiques.

¹ Population au 1^{er} juillet de l'exercice financier considéré.

² Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

³ Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

^P Prévisions

B.3

Dépenses par portefeuilles*

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2016-2017	Dépense probable 2015-2016	Dépenses réelles		
			2014-2015	2013-2014	2012-2013
Assemblée nationale	135	128	126	122	119
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	92	90	123	130	151
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 786	1 773	1 801	1 695	1 734
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	861	882	922	1 047	1 068
Conseil du trésor et Administration gouvernementale**	1 484	1 193	819	978	598
Conseil exécutif	417	400	399	400	391
Culture et Communications	681	667	656	661	644
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	147	147	150	164	163
Économie, Science et Innovation	819	682	736	745	656
Éducation et Enseignement supérieur	17 245	16 827	16 616	16 469	15 803
Énergie et Ressources naturelles	72	72	74	63	92
Famille	2 534	2 547	2 600	2 536	2 445
Finances**	158	92	96	99	84
Forêts, Faune et Parcs	457	447	456	480	540
Immigration, Diversité et Inclusion**	292	162	156	162	157
Justice	868	855	833	839	810
Relations internationales et Francophonie	94	94	96	104	115
Santé et Services sociaux	33 739	32 964	32 235	31 108	30 122
Sécurité publique	1 351	1 350	1 331	1 323	1 298
Tourisme	138	122	124	135	129
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	654	653	661	707	712
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 214	4 311	4 334	4 358	4 415
Dépenses de programmes	68 238	66 460	65 342	64 322	62 247
Service de la dette	8 318	8 019	8 150	8 434	7 766
Dépenses budgétaires	76 556	74 479	73 492	72 756	70 013

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

* Le reclassement des dépenses par portefeuilles n'est pas définitif. Des discussions additionnelles pourraient faire varier la répartition de ces dépenses par portefeuilles.

** Le budget de dépenses 2016-2017 de ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées dans les exercices financiers antérieurs sont diminuées en raison de tels transferts.

Dépenses réelles									
2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005	2003-2004	2002-2003
115	113	114	115	114	107	99	96	97	94
74	70	70	134	70	131	58	58	93	66
1 778	1 708	1 695	1 614	1 568	1 629	1 563	1 497	1 323	1 378
1 059	1 056	1 098	704	722	692	656	659	660	638
656	854	595	598	556	744	544	558	466	559
370	353	342	327	316	265	263	273	226	198
671	645	651	641	621	592	535	525	512	489
163	169	169	167	152	146	154	165	181	170
862	772	877	954	679	499	667	520	496	807
15 563	15 185	14 643	14 310	13 389	12 629	12 271	11 865	11 559	11 151
120	100	112	120	119	112	114	121	128	145
2 427	2 262	2 066	1 961	1 836	1 719	1 622	1 544	1 488	1 313
109	87	280	218	84	79	82	90	83	102
562	638	621	517	567	392	323	281	328	324
166	172	164	155	129	122	113	118	124	126
776	715	694	687	672	718	643	622	588	556
116	118	123	127	113	100	100	100	109	109
29 358	28 530	27 482	25 636	24 069	22 467	21 177	20 594	19 038	17 882
1 264	1 163	1 148	1 110	1 046	978	934	933	925	860
142	140	144	136	144	143	158	144	145	143
743	745	736	702	618	603	566	529	521	488
4 409	4 384	4 390	4 263	4 186	4 156	4 139	4 188	4 268	4 266
61 503	59 978	58 215	55 197	51 774	49 022	46 782	45 480	43 357	41 865
7 348	7 084	6 240	6 639	7 160	7 185	7 042	7 035	6 850	6 804
68 851	67 062	64 455	61 836	58 934	56 207	53 824	52 515	50 207	48 669

